

## Interview de Jean Monnet (RTL, décembre 1969)

**Source:** RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Jean Monnet sur les résultats de la conférence de La Haye en 1969. Interview exclusive accordée à RTL- RTL [Prod.], décembre 1969. RTL, Paris. - SON (00:06:02, Montage, Son original).

**Copyright:** (c) Archives RTL

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_jean\\_monnet\\_rtl\\_decembre\\_1969-fr-f3a872a3-2d79-4f6d-94a2-df966830cb23.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jean_monnet_rtl_decembre_1969-fr-f3a872a3-2d79-4f6d-94a2-df966830cb23.html)

**Date de dernière mise à jour:** 23/10/2012

## Interview de Jean Monnet (RTL, décembre 1969)

[Journaliste] Seconde exclusivité RTL, l'interview de Jean Monnet qui va nous permettre de revenir, je disais, sur l'un des grands événements de la semaine : la conférence de La Haye. Vous avez entendu hier à treize heures le « oui, mais... » de Jacques Vendroux, le beau-frère du général de Gaulle. C'est maintenant à un Atlantique, comme on dit, l'un des pères du Marché commun, Jean Monnet, qui va dire à Robert Boulay comment il juge l'accord conclu à La Haye par Georges Pompidou et les Cinq ou, plus exactement, la ligne qui a été adoptée par les Six pour négocier le règlement du Marché commun agricole et l'entrée de la Grande-Bretagne dans le club des Six. Je pense d'ailleurs, Robert Boulay, qu'il faudrait présenter votre interlocuteur, Jean Monnet.

[Robert Boulay] Et bien, Jean Monnet, c'est un homme au destin extraordinaire. Charentais, famille de négociants en cognac, pas de baccalauréat. À vingt ans, il part au Canada et aux États-Unis, devient expert économique, s'occupe du ravitaillement pendant la guerre. La Société des Nations. Consultant en Pologne et en Roumanie. Va en Chine réorganiser les chemins de fer. En 1940, au comité de guerre franco-anglais, c'est lui auquel Churchill transmet au gouvernement Paul Reynaud la proposition de citoyenneté commune franco-britannique, puis le comité de libération. Et puis, après la guerre, le fameux Plan Monnet de modernisation. Le Plan Schuman, c'est Jean Monnet qui donne l'idée à Robert Schuman de la Communauté charbon-acier. Il avait travaillé donc entre-temps avec De Gaulle, ensuite avec les gouvernements de la Quatrième République, mais à ce moment-là, c'est le divorce. Les conditions dans lesquelles la Quatrième République, avec les pays voisins, lance l'Europe, divise Jean Monnet et le général de Gaulle. Le général qualifie de micmac le pool charbon-acier, reproche la supranationalité, ce qu'il appelle le Volapuk. Il qualifie même Monnet d'inspirateur, voit en Monnet un Atlantique qui voudrait noyer l'Europe dans une espèce de base dont les pays perdraient l'indépendance et qui serait soumise à l'Amérique. Depuis ce désaccord s'est estompé, comme l'a démontré la conférence de La Haye. Mais comment Jean Monnet a-t-il accueilli lui-même les résultats de ce sommet à Six ?

[Jean Monnet] Je crois que ce qui apparaît très clair, c'est que les six pays qui forment la Communauté économique européenne se sont rendu compte de la nécessité dans laquelle ils étaient d'agir ensemble sur toutes les questions. Ils ne peuvent pas régler leurs problèmes seuls, ils ont besoin les uns des autres et pour cela il faut s'organiser. Et La Haye a fait la preuve du sentiment que je viens d'expliquer et, en outre, de la nécessité de s'unir et d'organiser ensemble une action commune.

[Robert Boulay] Pour vous, donc, résultat positif ?

[Jean Monnet] Je pense que les résultats sont très positifs. Monsieur Pompidou a fait des propositions très importantes, monsieur Brandt également. Je crois qu'il eût été difficile d'imaginer une conférence qui puisse avoir des résultats plus satisfaisants que ceux de la conférence de La Haye.

[Robert Boulay] Pensez-vous maintenant que l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun soit proche ?

[Jean Monnet] C'est la même chose pour elle que pour les pays européens. C'est la nécessité qui nous force ! Que ce soient des problèmes économiques, monétaires ou politiques, aucun de ces pays, y compris l'Angleterre, ne peut régler ces problèmes tout seul. Alors il faut s'entendre. L'Angleterre va nécessairement faire partie de la Communauté européenne. Ça sera prochain ou pas très prochain. Peu importe, ça sera !

[Robert Boulay] Monsieur Monnet, vous avez été avec ceux qu'on appelle, je cite, « de grands Européens », à la base de la construction européenne du Marché commun. À cette époque il y avait une idée que l'on appelait fédérale, supranationale. Cette Europe qui se dessine sans qu'elle sera différente de celle dont vous avez, disons, rêvé...

[Jean Monnet] Nous rêvons tous les jours, Monsieur Boulay, et penser à l'Europe qui n'existe pas encore complètement mais qui est en route, c'est rêver dans une certaine mesure. Mais revenez à l'origine, en 1950, de quoi s'agissait-il ? Il s'agissait de mettre la France, l'Allemagne et les pays d'Europe en mesure de surmonter leurs propres problèmes. Problèmes qui résultaient de la guerre, mais depuis la situation n'a pas

changé. Les problèmes sont différents, mais la nécessité existe. Ce qui était à l'époque une idée, mais une idée très simple, c'est-à-dire que nous ne pouvons pas régler nos problèmes seuls, nous devons ensemble poursuivre une action commune. Cette idée n'est plus une idée, c'est une nécessité. Les pays d'Europe se trouvent aujourd'hui en face de la nécessité de s'unir et de poursuivre la voie qui a été ouverte il y a vingt-cinq ans maintenant, ou vingt ans, par le charbon et l'acier et monsieur Robert Schuman.

[Robert Boulay] Vous semblez optimiste sur le sort de l'Europe.

[Jean Monnet] Je suis optimiste parce qu'il n'y a pas le choix ! Et que c'est nécessaire. Et je ne sais pas, moi, comment les pays européens peuvent penser pouvoir régler leurs affaires, augmenter le niveau de vie de leurs populations sans s'unir et sans faire, non seulement un Marché commun, mais une force européenne qui puisse, non seulement aider à satisfaire aux besoins matériels des pays, mais aider également à parler d'une même voix. Car je vous le demande, que pèse un pays séparément vis-à-vis de l'Amérique ou de la Russie ?

[Robert Boulay] Monsieur Monnet, vous êtes aussi président du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. Les États-Unis d'Europe, c'est un terme éloigné. Pensez-vous que vous le verrez vous-même, ou nos enfants le verront ?

[Jean Monnet] Je crois qu'il ne faut jamais penser quand aboutira un effort. Il s'agit de le faire. Il s'agit de se persuader, ou de se satisfaire, du fait qu'on est ou qu'on n'est pas dans la bonne voie. Mais si on croit qu'on est dans la bonne voie, il n'y a qu'à poursuivre. On se heurte à des difficultés. Le résultat peut venir rapidement ou être lointain, mais la question est de ne pas changer.

[Journaliste] Vous venez d'entendre, je vous le rappelle, monsieur Jean Monnet, le président du Comité France-États-Unis et des États-Unis d'Europe tout au moins, et qui était l'un des pères du Marché commun.